

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

VINGT ANS APRÈS

Pourquoi ne pas emprunter ce titre à un grand romancier populaire ? Pour nous autres, cette double décennie 1960-1980 a été marquée à l'Est comme à l'Ouest par le soulèvement international de 1968. Mais il se trouve aussi qu'il y a juste vingt ans, disparaissait le fondateur de cette revue, le camarade **Pierre Monatte**.

En dehors de notre cercle, combien y a-t-il encore de gens pour qui ce nom est un écho sonore ? Une génération nous sépare de sa mort et déjà s'estompe son souvenir. Mais les jeunes historiens, assez nombreux, qui s'intéressent à l'histoire du mouvement syndicaliste ouvrier, retrouvent son nom lié aux événements sociaux de la première moitié de ce siècle. Pour ces vingt ans écoulés depuis sa disparition, sa pensée et son exemple n'ont pas cessé de nous habiter. L'actualité les retrouve et il se pourrait bien qu'ils éclairent, parfois sans qu'ils le sachent, la route des jeunes militants des vingt ans à venir.

En 1909, Pierre Monatte fonda « **la Vie Ouvrière** » dont les historiens sociaux connaissent bien la petite couverture grise et la richesse cependant de son contenu. Notre revue, « **la R.P.** », comme disent les militants, fondée en 1925 par Monatte, n'est qu'une héritière qui s'efforce à ne pas démeriter. Entre ces deux dates : 1909, 1925, deux événements ont changé le siècle : la première guerre mondiale, puis la première émergence odieuse du stalinisme. Les deux fois, la voix de Monatte s'est élevée, dans le mouvement socialiste international, pour dénoncer l'une et l'autre tandis que presque toutes les autres voix criardes répétaient les mensonges des « autorités ». Dès la fin de 1914, Monatte démissionnait du comité confédéral de la C.G.T. devenue un des meilleurs soutiens de la guerre. Ce premier geste de protestation amorça la reprise des relations internationales entre les adversaires de la guerre. Quand il revint des tranchées, il fut le porte-parole et la conscience de ceux qui demandaient des comptes aux « jusqu'au boutistes ».

Mais derrière une révolution, derrière l'Octobre 17, que l'on croyait devoir être une révolution socialiste et prolétarienne, se dessinaient les premiers traits de la dictature stalinienne, du totalitarisme de parti et d'Etat. Monatte les discerna tout de suite et ne les accepta pas. Il fonda cette revue pour dénoncer la contre-révolution

DANS CE NUMÉRO :

- **LES PATRONS
ET LE « SOCIAL »**

par Raymond GUILLORE

- **LE PORTUGAL
AUX MAINS DE LA RÉACTION**

par Simon RUBAK

- **LE REFUS DE PLOGOFF**

par SANTEUIL

- **1938 : L'APPROCHE
DE LA GUERRE**

par Roger HAGNAUER

qui commençait et qui devait donner les fruits abominables que l'on sait. Le titre « **La Révolution Proletarienne** » était tout un programme d'opposition et de ralliement.

Quelle lucidité et quel mérite d'avoir déjà découvert, en 1925, l'effrayant visage du stalinisme tandis que la plupart des intellectuels de gauche « allaient à la soupe » ou honoraient le mensonge !

Pour sa nouvelle entreprise syndicaliste révolutionnaire où Monatte retrouvait la ligne de l'indépendance du syndicalisme qu'il ne devait plus quitter, Monatte avait des compagnons : Alfred Rosmer, Robert Louzon, Maurice Chambelland et quelques autres. Ces noms, méconnus du public, les vieux lecteurs de « la R.P. » ne les reliront pas sans émotion et sans que se ranime chez eux une flamme de souvenir. Les jeunes les découvriront avec étonnement et, enrichis de leur enseignement et des expériences nouvelles, ils partiront finir le siècle.

Ils n'écouteront pas les grandes formations qui leur parlent « d'efficacité ». A ce mot d'efficacité, apparaît près de nous, proche à nous toucher, un autre disparu de 1960 : Albert CAMUS. Celui-là, son nom s'écrit encore dans les cahiers de « l'intelligentsia ». Il était de bon ton, hier encore, de le mépriser, d'en faire un philosophe pour lycéens. Méfions-nous des honneurs nouveaux qui l'accablent aujourd'hui.

La vérité, c'est que Camus, mort prématurément, est le grand penseur du demi-siècle que nous vivons. Quoique philosophe, il était lucide (rappelons-nous l'apologue du philosophe tombé dans le puits). Albert Camus était notre penseur. Nous le revendiquons et il ne nous aurait pas repoussés. Dans son « Homme révolté », c'est le syndicalisme révolutionnaire qu'il reconnaît pour son efficacité. Car il y a, dit-il, deux efficacités : celle qui est bonne pour prendre le pouvoir et le conserver par tous les moyens. C'est l'efficacité des Césars et des tyrans, fondée sur

la violence et la terreur. « **Avec l'état de siège, le dernier des imbéciles peut gouverner** », disait le pamphlétaire Henri Rochefort, et nous n'aurions pas à aller loin pour trouver dans les faits contemporains confirmation de cette maxime.

L'efficacité qui intéresse Camus et qui nous intéresse, c'est celle qui a transformé la condition ouvrière, celle qui veut donner aux travailleurs — dans les faits et pas dans les mots — plus de bien-être et de liberté.

L'objectif n'en est jamais atteint, la tâche n'en est jamais accomplie. Ce n'est pas pour ça qu'elle n'est pas efficace. L'histoire répond qu'elle l'est et qu'elle l'est seule.

Jeunes camarades, vous avez avec nous du pain sur la planche. Ce n'est pas un choix entre plusieurs centrales syndicales que nous vous proposons, quoique ce choix soit à faire. C'est le choix entre ces deux « efficacités ». La nôtre, celle de Camus, celle du syndicalisme révolutionnaire, ne se proclame pas sur les tribunes officielles ; elle ne conduit pas aux décorations, à ce qu'il est convenu d'appeler les honneurs. Elle s'opère dans tous les lieux où l'homme travaille, où il s'emploie (où on l'emploie) à une tâche réputée utile. Quel travail réellement efficace que celui du militant obstiné et obscur qui prend sa modeste part à la formation d'une civilisation de « travailleurs fiers et libres » selon l'expression de Fernand Pelloutier, un autre grand précurseur !

C'est la grande œuvre des vingt années qui nous sépare de la fin du siècle. Soyez tranquilles, camarades, il y aura encore du boulot après l'an 2000 !

Il serait bon pourtant que, bien que l'avenir immédiat apparaisse sombre et bouché entre les mains de dirigeants « efficaces », il serait bon que la nouvelle génération puisse quand même dresser à la fin de l'an 2000, en écrivant son « Vingt ans après », un tableau où il y aurait autre chose que crise, désordre et guerre.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607-02-06

C.C.P. 734-99 W Paris

Abonnements (y compris Marché Commun) :
6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F

La prochaine réunion de
l'UNION DES SYNDICALISTES
aura lieu

le **samedi 5 avril** à 15 heures

La réunion suivante le **samedi 3 mai**
à la même heure

Permanences :

les lundis de 15 à 17 heures
les mercredis et jeudis de 17 à 19 heures

Dans la grande ligne du refus d'Ignazio Silone
et de Marco Pannella,

lisez, amis lecteurs, toutes affaires cessantes,

LE XX^e SIECLE

raconté par

Max GALLO

(Librairie académique Perrin)

Nous rendrons compte de cet ouvrage dans
une prochaine R.P.

Dès maintenant nous pouvons vous le faire
parvenir au prix de 56 F franco (voir placard
page 16).

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Quand les patrons font du « social »

« Une nouvelle stratégie du progrès social ». Qu'est-ce que c'est ? C'est le titre sensationnel d'un grand article, dans « Le Monde » du 26 février, de M. François Ceyrac, le président du Conseil National du Patronat Français. En ce domaine, M. Ceyrac préconise « la souplesse ». Ce qui veut dire qu'il n'aime pas les contraintes des lois sociales, ni même celles des conventions collectives trop générales. Il vaut bien mieux s'accorder, dans chaque entreprise, entre patron et salariés, étant bien entendu — M. Ceyrac l'écrit expressément — que « le chef d'entreprise est l'homme de la décision sociale autant que de la décision économique ». M. Ceyrac appelle ça « l'individualisation des solutions ». C'est une sorte de paternalisme à la japonaise que ne doit venir entraver une quelconque réglementation (celle du droit de licenciement par exemple, qui tombe comme par hasard sous sa plume).

Comme le colonel est le père du régiment, le chef d'entreprise est le père de l'atelier. Il serait plutôt son grand-père, car entre lui et les ouvriers, il y a un intermédiaire, des intermédiaires. C'est « l'encadrement ». Ce mot, venu du langage militaire, revient plusieurs fois, d'une façon lancinante, sous la plume de M. Ceyrac. C'est « la clé de voûte » de cette stratégie patronale. C'est « face à l'encadrement » que les salariés doivent s'exprimer. S'il y a des groupes de travail « autonomes », la maîtrise n'est pas seulement chargée de leur direction technique, mais aussi de leur direction « sociale » (morale peut-être ?). En somme, le gouvernement des hommes se mêle à l'administration des choses, et le contremaître devient une manière d'assistante sociale. Par les cadres, montent vers dieu-le-père les revendications des salariés (de préférence individualisées) ; par les cadres, redescendent vers la base les initiatives sociales du patron, car il y en a aussi, M. Ceyrac nous l'assure. Mais qu'il n'espère pas un instant nous convaincre que tout ce qu'il propose là, c'est du nouveau. Sa stratégie « nouvelle » porte des rides. Ce n'est que l'expression réactionnaire des conceptions patronales portées aujourd'hui par le vent de réaction générale qui remet en question — et dans tous les domaines — ce qui paraissait chèrement acquis « socialement » par les travailleurs, ce qui était inclus dans ce qu'on appelle les droits de l'homme, d'abord dans les droits de l'homme au travail.

Mais que deviennent donc les syndicats dans ce système ? « Le syndicat, écrit M. Ceyrac, n'est pas le seul dépositaire des intérêts des salariés. » On peut s'en passer. Dans l'entreprise, M. Ceyrac s'en passe. Il les tolère pour une lointaine « politique contractuelle », faite aussi d'initiatives patronales, dit-il, et qui, de toute façon trouvera, dans chaque entreprise, une application « souple ». On verra tout à l'heure comment cette « stratégie nouvelle » du généralissime Ceyrac trouve son application sur le

terrain, notamment dans des boîtes aussi dominantes que Peugeot ou Renault.

Les jeunes patrons se rebiffent

Les jeunes patrons n'ont pas tous goûté les propos de M. Ceyrac. Plus exactement des jeunes patrons du C.J.D. (Centre des Jeunes Dirigeants) l'ont interpellé. Ils aiment mieux, ces juniors, qu'on les appelle dirigeants plutôt que patrons. Ils sont jeunes et ça leur passera peut-être. Que seront-ils en l'an 2000 ? La question a d'ailleurs été posée au cours du débat que nous évoquons en ce moment. Mais il faut rendre à ces jeunes Césars ce qui leur revient. Ils n'ont pas pris à leur compte la stratégie « sociale » de M. Ceyrac.

Le débat a eu lieu au lendemain même de la parution de l'article du « patron des patrons ». La vidéo-transmission a permis de soumettre M. Ceyrac au feu des questions de nombreux jeunes chefs d'entreprise parlant de plusieurs grandes villes de France. La question principale, celle qui rejoint exactement notre point de vue, a été posée : « La crise n'est-elle pas un alibi utilisé par le patronat pour pratiquer une politique de régression sociale ? ». De son propre aveu, le mot est resté « en travers de la gorge » de M. Ceyrac. Qu'il y reste, sans qu'il fasse de mal à cet homme ! Malheureusement, il traduit bien ce qui se passe actuellement sur le terrain des entreprises. Autre question incisive : « les pactes pour l'emploi des jeunes ne sont-ils pas la bonne conscience des pouvoirs publics et du patronat ? ». Allons ! la stratégie « sociale » de M. Ceyrac passe mal, même dans une partie du monde patronal, une sorte d'avant-garde militante de ce monde-là. Il faudra la juger sur le tas.

Cette nouvelle stratégie du C.N.P.F. inquiète aussi le camarade André Bergeron qui, on le sait, attache une grande efficacité réformiste au contrat collectif. Si le président du patronat mettait en cause ce principe, il amorcerait, déclare André Bergeron, « un sérieux retour en arrière ». Soutenu par son gouvernement, le patronat a fait plus que de l'amorcer.

Giscard en écho

A l'occasion de la distribution des récompenses (!) aux « meilleurs ouvriers de France », le président de la république a chanté la même chanson. Lui aussi, il voit la question sociale résolue dans les entreprises par un dialogue dans les ateliers avec la maîtrise et l'encadrement. On n'en sort pas. C'est tout ce que M. d'Estaing a trouvé à opposer à la fois à l'autogestion et au collectivisme !

Il y a aussi « la participation » que l'on ressort de l'armoire où elle sommeillait. Le plus fort, c'est qu'on veut aussi nous présenter cette rengaine comme le dernier cri du progrès social. Ce n'est qu'un avatar verbal de l'association capital-travail,

faribole qui a fait son entrée sur la scène sociale à la fin du XIX^e siècle, comme un des premiers vagissements du catholicisme social. Ici, M. le Président de la République étale une générosité particulière : il va jusqu'à concéder gratuitement au personnel salarié de l'entreprise jusqu'à 3 % du capital social. Trois pour cent ! Vous appréciez le bel équilibre de l'association ! On est loin de la minorité de blocage.

Voilà comment « au plus haut niveau » du gouvernement et du patronat, on entend régler la question sociale et tirer un trait sur la lutte des classes !

La théorie... et la pratique

Il est bon d'examiner comment cette « nouvelle stratégie » se traduit pratiquement dans les grosses boîtes-pilotes. Et d'abord — à tout seigneur tout honneur — chez Peugeot à Sochaux. On sait que, dans cette forteresse, le patronat a tout essayé, depuis les milices patronales jusqu'au syndicat-maison. Il pratique maintenant le D.I.P.O. Qu'est-ce que c'est que ça ? Le Dossier Individuel du Personnel Ouvrier, tout simplement. Il y a aussi des groupes d'atelier auxquels sont affectés des cadres spécialisés. Ils dressent le dossier de chaque ouvrier, dûment catalogué et noté (nous disons bien : noté de 1 à 5). Vous voyez ce que ça peut donner pour le militant revendicatif et meneur d'action ! La direction n'hésite pas d'ailleurs à reconnaître que, dans cette notation, on tient le plus grand compte du désir individuel de « valoriser l'entreprise ».

Voilà comment chez Peugeot-Sochaux, on comprend l'amélioration des rapports entre dirigeants et dirigés. La boîte s'était déjà distinguée en ce domaine, mais on n'arrête pas le progrès !

Chez Renault, régie nationale et qui, à ce titre, fut toujours à l'avant-garde, on verra bien se dessiner aussi une « stratégie nouvelle ». Nous la retrouvons aujourd'hui, du seul point de vue technique, à l'usine Renault de Choisy-le-Roi. Ici, on « retape » les moteurs usés ou abîmés ; dans de vieilles carcasses, on fait des moteurs neufs. On a entrepris de « casser la chaîne de montage traditionnelle » comme chez Volkswagen ou Volvo (programme à encourager). Sont constitués des « îlots » de trois ouvriers dont deux sont affectés au montage, un au banc d'essai. Mais la permutation est possible ; les arrêts volontaires aussi, pourvu que la norme de quarante moteurs par jour soit atteinte.

Il faut dire que cette expérience ne concerne pour le moment que moins de soixante-dix travailleurs, dont la moitié sont des immigrés (MM. Stoléru-Bonnet s'apprêtant à les « fichier » à l'extérieur et Peugeot le fait déjà à l'intérieur).

Mais chez Renault-Choisy-le-Roi, quels avantages ces ouvriers retirent-ils de la nouvelle organisation du travail ? Notons déjà qu'ils sont libérés de la « chaîne » ; des balancelles automatiques leur apportent sur place les pièces détachées. Ils travaillent ainsi en équipes de 3 x 8, 41 heures 30 par semaine (dans une entreprise nationale, la loi de quarante heures n'est pas respectée !). Combien gagnent-ils ? Ils étaient O.S. et ils sont maintenant P 1 après formation. Leur salaire mensuel brut (c'est-à-dire avant les diverses retenues sociales) est de 3.400 F. Cela représente 5 % de plus que lorsqu'ils étaient O.S. à la chaîne.

Il faut se défendre avec ça et, M. Barre aidant, ce n'est pas tellement commode.

Un cas de « sinistrose »

M. Barre estime d'ailleurs que l'on a tendance à dresser un tableau trop sombre de la situation. On fait de la « sinistrose », dit-il. Alors que ça ne va pas si mal que ça...

Nous voulons rappeler ici un fait divers, un simple fait divers. Il ne figure pas dans une autre rubrique dans les journaux dits d'information, et c'est en petits caractères. Même si nos lecteurs ont eu leur attention attirée sur lui, il est bon d'y revenir ici comme un des cas de cette « sinistrose » née du régime Barre-Giscard.

Roger Bourdonnay, âgé de cinquante ans, a travaillé près de quarante ans dans une usine de papier-carton près de Nancy. L'entreprise a fermé ses portes il y a trente mois. Depuis, Roger Bourdonnay était chômeur. Il s'est pendu à son domicile le 28 février.

Le cas n'est pas unique ; le commentaire est inutile. Nous risquons de lire d'autres « faits divers » de ce genre dans les mois qui viennent tandis que le chômage s'étend et que M. Barre persévère. D'un autre point de vue, M. Barre dira : ça ne va pas si mal que ça, puisque, d'un an sur l'autre, les bénéfices de Peugeot ont doublé.

R. GUILLORE.

NOTRE REUNION DU SUD-OUEST

C'est à TOULOUSE, en définitive, qu'elle aura lieu, en hommage à notre ami Charbit.

Mais la date en est repoussée au SAMEDI 12 AVRIL.

Rendez-vous, ce jour-là, à 12 heures à l'hôtel-restaurant LA CLOCHE D'OR, 2, boulevard Lascrosses.

La participation sera de 70 F par convive.

Que les camarades intéressés le fassent savoir à Charbit, soit en lui écrivant : 7, rue de Cherbourg à Toulouse, soit en lui téléphonant au (16-61) 42-65-11.

LE BANQUET DU 55^e ANNIVERSAIRE DE LA R.P.

C'est le DIMANCHE 27 AVRIL qu'il aura lieu, comme il avait été annoncé dans la R.P. de février.

Comme le banquet de 1975, il se tiendra dans les salons LUCE, 45, rue de Léningrad (angle du boulevard de Batignolles et de la place Clichy).

C'est, en fin de compte, à 68 F par convive que se montera la participation.

Si vous ne l'avez déjà fait, écrivez-nous au plus tôt pour nous faire savoir si vous serez des nôtres.

LE PORTUGAL AUX MAINS DE LA RÉACTION

Le succès de la droite aux élections législatives portugaises du 2 décembre 1979 était facilement prévisible dans la mesure où un scrutin peut, comme un sondage, refléter l'état d'esprit d'une population. Or il ne fallait pas être spécialement perspicace pour constater que depuis « la Révolution des Œillets » l'ambiance, au Portugal, avait complètement changé. Un sentiment de déception, grandissant chaque année, chaque mois, voire d'un jour à l'autre, avait gagné progressivement les classes laborieuses et même d'autres catégories sociales du pays.

On avait d'abord acclamé avec un fol enthousiasme une armée coloniale vaincue dont les généraux, refusant la responsabilité de leur défaite, avaient préféré comploter, se rebeller et chasser le dictateur, pourtant légitime successeur de Salazar, même s'ils devaient, du même coup, jeter bas son régime d'oppression. Mais après, ni les militaires, ni les groupes révolutionnaires de formation récente ou ancienne, ni les organisations syndicales ou coopératives, ni les partis politiques dits de gauche ou d'extrême gauche, ni même les plus écoutez des démagogues n'ont répondu aux espoirs mis en eux. Pour la plupart, ils n'ont pas voulu ou pas su ou pas pu se hisser au pouvoir et s'y maintenir et les personnages qui y sont parvenus n'ont été capables de rien apporter de positif, que ce soit aux chômeurs, aux émigrés, aux ouvriers agricoles ou industriels en activité dans le pays, aux travailleurs paysans (métayers, fermiers ou propriétaires), aux employés, aux petits commerçants, pas même aux gros, non plus qu'au patronat industriel qui s'est vu placé sous la tutelle du Fonds Monétaire International c'est-à-dire de l'impérialisme financier cosmopolite. Dans ces conditions quelles perspectives s'offraient au prolétariat portugais ?

Depuis une quarantaine d'année, sans relâche, le salazarisme s'était acharné à le dépolitiser, à essayer de l'abrutir ; pour plus de sûreté, il s'était appliqué à le rendre illettré et, avec le concours de la religion, résigné. Alors rien d'étonnant que n'attendant plus rien de la gauche il se soit tourné vers la droite. Cela a été contesté parce que le P.C. a progressé en augmentant son score d'environ 4,5 %. Mais le P.C. est-il un parti de gauche ? En tout cas, ce qui est incontestable, c'est que, comme d'habitude, il a été objectivement le facteur décisif du succès de la droite.

La défaite électorale de ce qu'on appelle la gauche est, à n'en pas douter, une conséquence de la déception des masses populaires ; elle a, à son tour, pour conséquence immédiate, leur découragement momentané. Une autre conséquence, c'est que les gens de droite ont désormais en main des pouvoirs étatiques redoutables contre les travailleurs. Il est vrai que c'était déjà contre eux que le gouvernement dirigé par le leader du Parti Socialiste les avait utilisés : d'abord en pratiquant la politique dite d'austérité qui, en même temps qu'une inflation galopante, a terriblement réduit leur pouvoir d'achat ; puis en coupant brutalement les crédits aux coopératives agricoles et en paralysant leurs activités au moyen d'entraves administratives et

matérielles ; enfin en expulsant les ouvriers agricoles des terres qu'ils cultivaient, qu'ils avaient déjà ensemencées, en leur faisant tirer dessus, en utilisant contre eux du matériel de guerre, en les faisant pourchasser dans la campagne par des meutes de chiens policiers accompagnées de l'ancienne chiennerie policière salazariste restée en service.

Avec la droite au pouvoir, on doit s'attendre à une répression accrue des mouvements revendicatifs et à la multiplication des actions terroristes perpétrées par des commandos fascistes

Pourtant, qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements ne sont pas en mesure de transformer profondément la structure socio-économique du pays. En ce qui concerne les classes possédantes — toujours ménagées par les uns et les autres — elles comprennent principalement des capitalistes proprement dits et des propriétaires terriens. Ces derniers laissent à des régisseurs le soin de leurs domaines immenses où des plantations d'eucalyptus donnent du rendement avec un minimum de main-d'œuvre permanente ; eux n'y résident pas, ils mènent la *dolce vita* sous d'autres cieux ! Les capitalistes proprement dits, ceux qui font fructifier leurs capitaux dans le commerce ou l'industrie, avaient investi une grande partie de leur argent dans des entreprises de préférence coloniales ou étrangères plutôt que métropolitaines. Aussi, surtout après la perte de l'Angola et du Mozambique, n'ont-ils pas plus que les propriétaires terriens les moyens économiques de résister à l'emprise des impérialismes étrangers.

Dans ce pays réduit aux dimensions de la métropole, l'industrie, nationaliste ou privée, est tributaire des capitaux étrangers. Par exemple, on a voulu que la raffinerie de pétrole du port de Sinès devienne un des principaux centres pétrochimique d'Europe et on en a fait, après le 25 avril, une Compagnie Nationale. Néanmoins il était stipulé que cette Compagnie Nationale serait exploitée « en entreprise commune (*joint venture*) avec des associés internationaux », autrement dit, avec l'aide de capitaux cosmopolites. De même, la plupart des grosses entreprises de la ville usinière de Sétubal fonctionnent avec le concours de capitaux étrangers. Il est donc peu probable qu'un gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, puisse empêcher les magnats de la Finance Internationale de damer le pion à l'aristocratie terrienne et à la bourgeoisie capitaliste au Portugal comme cela s'est passé en Amérique Latine. Or dans tous les pays, lorsque ces classes possédantes se trouvent ainsi trop menacées, leur résistance prend toujours la forme nationaliste. Avec la phraséologie de leurs intellectuels, elles exaltent le patriotisme, prônent l'unité nationale, recherchent le concours de l'armée, font appel aux prolétaires, leur demandent de surseoir à leurs luttes revendicatives pour permettre aux exploités compatriotes de reprendre du poil de la bête.

Il est à souhaiter que les travailleurs portugais n'oublient pas ce que les gens de ces classes-là leur font subir et qu'au lieu de tomber dans le piège nationaliste, ils n'acceptent de lutter que pour leur propre cause.

Simon RUBAK.

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Le problème nucléaire français vu d'Allemagne

Dans un article d'octobre 1979 — merci, Louise Ehrhard de nous l'avoir traduit ! — l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* avait raillé « l'euphorie nucléaire » des Français et l'absence de protestation sérieuse des partis devant le programme gigantesque lancé par le gouvernement Messmer et poursuivi par ses successeurs, tendant à « propulser le pays au rang de la première puissance nucléaire mondiale ». Les centrales nucléaires, disait-il, paraissent aux Français « aussi évidentes que la construction automobile ou l'exportation vinicole — et tout aussi indispensables au bien-être de la nation ». Il regrettait aussi la « trop discrète opposition » des adversaires de l'énergie nucléaire qui semblent « pétrifiés » devant l'audace des technocrates et des politiciens, leurs complices : « Aucune nation industrielle n'a développé sa politique nucléaire avec autant d'inaltérable assurance que la France, cette nation pourtant fière de son esprit rebelle et de sa rationalité critique ».

Non sans raison, il considérait, comme une des causes de ce comportement, le système administratif centralisé de la France, et il citait cette accusation du socialiste Albert Denvers : « Le pouvoir central dégrade le citoyen jusqu'à le paralyser ». Mais il commentait avec tristesse : « Pourtant les socialistes pensent que le démantèlement de ce pouvoir central dans le sens du fédéralisme n'aboutirait qu'à une rechute dans les temps féodaux ».

Mais le *Spiegel* subodorait aussi, à l'origine de cette attitude de l'opinion publique française, un vieux relent de chauvinisme : « La construction d'armes atomiques reste inattaquable, parce qu'elle passe pour garantir l'indépendance politique considérée comme sacro-sainte par tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite ».

Une dernière raison : le culte de l'« idéologie de croissance », commun à la droite comme à la gauche. A la droite « parce que la croissance économique lui promet une augmentation de ses profits ». A la gauche, et plus particulièrement au C.E.R.E.S. et aux communistes, « parce qu'elle ne voit une chance pour le socialisme que dans un capitalisme en plein essor. L'Etat et l'économie devraient se confondre d'abord en un monopole gigantesque ».

Et le *Spiegel* de conclure : « L'euphorie de la croissance, le souci du prestige national et l'absence d'un contrôle exercé par une opinion publique critique ont eu pour conséquence que n'a eu lieu en France aucun débat sérieux concernant le développement de l'industrie atomique, la sécurité du stockage des produits radio-actifs ni le fonctionnement des usines de retraitement ».

Pendant la courageuse attitude de la C.F.D.T., soutenue par dix-huit associations, les Amis de la Terre et la Ligue des Droits de l'Homme entre autres, en septembre-octobre 1979, pour faire échec à la mise en route des réacteurs fissurés, lui paraissait de bon augure. Ne venait-il pas de s'élever enfin, en France, « la terreur indéfinissable qui avait parcouru l'Europe avant Harrisburg et les Etats-Unis après Harrisburg ». Cette terreur n'était-

elle pas le commencement de la sagesse et le premier coup porté à l'euphorie nucléaire des Français ?

Le *Spiegel* prenait sans doute un peu trop vite ses rêves pour des réalités. Lorsque, après un examen bâclé des réacteurs fissurés non encore en service, le ministre de l'Industrie donna à E.D.F. le feu vert pour le chargement des centrales de Gravelines et du Tricastin, la C.F.D.T. fut bel et bien lâchée, comme je l'avais malheureusement prévu, par les autres centrales syndicales.

Le refus de Plogoff

L'amertume de l'auteur de l'article du *Spiegel*, n'est désormais plus de mise. La résistance unanime des habitants de Plogoff à la construction d'une centrale nucléaire sur le Cap Sizun constitue la preuve que des Français peuvent eux aussi, lorsqu'ils se trouvent personnellement concernés, oser dire NON à ce pouvoir central devant lequel ils se sont séculairement beaucoup trop inclinés.

Ne nous y trompons pas. Il s'agit, à plus petite échelle évidemment, d'une opération du type de cette collectivisation forcée que Staline entreprit de réaliser à partir de 1928 et dont Emmanuel d'As-tier de la Vigerie, après sa rupture avec les communistes, a pu dire qu'elle fut une véritable « guerre civile ». Ce n'est pas encore ici « à coup de mitrailleuses et par la déportation » qu'on s'efforce de réduire la révolte de Plogoff. Mais ce sont tout de même des opérations quasi militaires auxquelles le gouvernement fait procéder depuis plus d'un mois : c'est chaque jour le même scénario : pour effectuer la parodie d'enquête d'utilité publique, plusieurs centaines de gardes mobiles, appuyés par un escadron de gendarmes parachutistes, des blindés, des camions-pompes et des bulldozers doivent franchir des barricades de plus en plus efficacement construites chaque nuit. Et lorsqu'ils parviennent à l'endroit où doivent (en vertu de la loi !) stationner pendant quelques heures les tristement célèbres « mairies-annexes », ce sont des tombeaux d'ordures qu'il leur faut préalablement débayer. Pendant toute la durée de leur faction, les mercenaires du pouvoir sont harcelés par les insultes et les quolibets des femmes, des vieillards et des enfants — car la plupart des hommes, à ce moment-là, sont en mer. Enfin, au moment de leur départ, c'est le rassemblement de toute la population du village, « la messe de cinq heures », avec en tête des manifestants Jean-Marie Kerloc'h, le maire de Plogoff apparenté P.S. et Jakie Gourion, la responsable locale du P.C., tranquillement indifférente — comme l'est par ailleurs le maire communiste de Douarnenez — aux oukases révoltants de leurs dirigeants nationaux.

Pourtant, s'il n'y avait quelques quotidiens courageux, comme *Libération*, *le Matin* et *le Monde*, auxquels quelques hebdomadaires non conformistes font chaque semaine écho, que saurait-on de cette extraordinaire résistance, de cette résistance « viscérale » de Plogoff ? La radio et la télévision aux ordres — conséquence du monopole d'Etat ! — observent évidemment la plus extrême discrétion en ce qui concerne ces « événements ». Quant à

